Cet avènement pourrait tomber plus vite que prévu ? Ce proverbe éphémère qui aura régné moins longtemps que la monarchie réunit les impacts techniques, financiers, économiques, sociaux et humains que le dogme aura provoqués et que rien ne pourra compenser.

Au fil de nos articles, nous tentons de faire modestement l'inventaire des questions orphelines de la doctrine, pour mettre l'accent et dénoncer la défaillance du système à les ignorer sciemment.

Nous avons trois griefs fondamentaux :

1) Le refus persistant de la doctrine écologiste à considérer les volets économique, financier et social,
2) La doctrine repose sur des principes et la propagande ; cela évite d'engager des études et des analyses indépendantes robustes,
3) enfin, la doctrine s'affranchit de toute exploration et surtout, s'interdit toute prospective pouvant répondre aux enjeux. Cela risquerait d'infirmer les principes.

Le ministère de l'écologie, FNE, la FNPF, les agences de l'eau tout puissants ont écrasé, de leur doctrine inventée après 2010, les usagers de l'eau et propriétaires d'ouvrages désarmés dans cette bataille déséquilibrée. Tous les coups ont été utilisés : sanctions pénales aveugles, circulaires, arrêtés et carotte à la subvention… Nous savions que le tunnel allait être long et nous n'avions aucune lisibilité sur la suite à donner ni sur la nature de l'issue.
Les aléas climatiques pourraient-ils contraindre les puissants de la décennie passée à réviser leur copie ?
A défaut, ce sont les jardiniers amateurs, les maraîchers, les éleveurs, les agriculteurs, les propriétaires de piscines, les industriels et les citadins ayant besoin d'eau qui vont les y contraindre.

Vu sur Ver de terre production (à visionner sans modération) l'exposé d'un agronome nous prévenant qu'il fallait se préparer notamment en termes de gestion de l'eau, à ce qui pourrait se passer dans 20 ou 30 ans. C'était en 2015.
7 ans plus tard, le scénario catastrophe prédit est déjà presque atteint.

Et il y a 15 jours, dans « Ouest-France » le 16/08/2022, le Mouvement de la ruralité de Maine-et-Loire réclame des réserves d'eau après les incendies de l'été et pour faire face à la sécheresse.

Ou encore dans « le Point » le 27/08/2022 un constat est clair : « *l'année qu'on vit, c'est ce qu'on nous prédisait pour 2030, 2040, voire 2050 ! Il faut accélérer sur tous les moyens en œuvre pour stocker de l'eau et surtout faire évoluer notre système*« .

Faire évoluer l’inertie du système ne sera pas facile sans concertation ni représentativité. Mais cet ostracisme que nous dénonçons ne sera pas à lui seul déterminant car un ou deux mandataires des moulins et des étangs, si tel était un jour le cas, ne seront pas en capacité de faire bouger le fléau de la balance.
La question cruciale est de savoir si les bonnes décisions seront prises pour répondre aux besoins immédiats et aux enjeux futurs sans obérer la situation de nos enfants.

Tout le reste est dérisoire, comme cet article de presse où la solution est dans le problème.

publié par le Point le 27/08/2022

La Garonne, malmenée par la sècheresse, sous perfusion des barrages des Pyrénées

La Garonne, malmenée par la sècheresse, sous perfusion des barrages des Pyrénées© AFP/Valentine CHAPUIS
Source AFP

Des retenues d’eau exceptionnellement sollicitées dans les Pyrénées pour alimenter une Garonne qui souffre : la sécheresse frappe de plein fouet le Sud-Ouest alors que l’hydraulique prend une importance accrue dans un contexte de crise énergétique.

En contrebas de la grande paroi bétonnée du barrage du Soulcem, en Ariège, le niveau d’une étendue d’eau calme est descendu 27 mètres plus bas qu’habituellement, à la même date.

1.500 m plus bas, 100 km plus au nord, l’impression est la même au cœur de Toulouse, avec une Garonne basse, d’où émergent des bancs de cailloux, témoins d’une année tout sauf humide.

« On n’a jamais connu une période aussi longue où la Garonne est aussi basse, ça n’a jamais démarré aussitôt, et on bat des records tous les jours », affirme à l’AFP Jean-Michel Fabre, président du Syndicat mixte d’études et d’aménagement de la Garonne (Smeag).

Une situation qui a conduit l’organisme à déclencher dès début juillet le soutien d’étiage, ces lâchers d’eau en provenance de retenues situées en amont, censées maintenir un débit acceptable dans les cours d’eau.

Étiage précoce

« Habituellement, les premiers lâchers d’eau se font fin juillet, début août. Là, on a commencé le 9 juillet avec des volumes très importants », déplore l’élu.

Au plus fort de la sécheresse, 40 % de l’eau qui traversait la Ville rose pouvait provenir des lâchers ordonnés par le Smeag et effectués par les gestionnaires des retenues d’eau

comme EDF.

L'étiage n'est pas sans conséquence en montagne, comme au barrage du Soulcem, édifié au début des années 1980 tout près de la frontière avec la principauté d'Andorre.

« En juillet, le volume libéré depuis les lacs ariégeois (ceux gérés par EDF, NDLR) est deux fois supérieur au maximum de ce qui avait été fait par le passé », pointe Philippe Reffay, directeur eau-environnement pour la branche Sud-Ouest d'EDF Hydro.

« Chaque année, EDF Hydro réserve dans les barrages ariégeois 53 millions de mètre cube pour le soutien d'étiage de la Garonne. 70 % ont déjà été libérés sur le mois et demi écoulé », souligne-t-il auprès de l'AFP.

Garantir la qualité de l'eau pour l'écosystème du bassin de la Garonne, compenser les prélèvements agricoles, assurer les activités industrielles et maintenir le niveau d'eau potable pour le million de personnes abreuvées par le fleuve : le rôle de ces étiages est multiple.

La pluie espérée

« Une autre problématique se rajoute, avec le contexte russo-ukrainien, concernant le fait d'avoir assez d'eau pour pouvoir produire de l'électricité cet hiver », explique Cécile Llovel, hydrologue à Toulouse.

« C'est la double peine, ça complique la gestion » pour les opérateurs électriques, indique-t-elle.

Avec de nombreux réacteurs nucléaires à l'arrêt pour cause de maintenance et une flambée du prix du gaz en raison de la guerre en Ukraine, les regards se tournent entre autres vers l'hydro-électricité, première énergie renouvelable en France, qui représentait 11 % de la production électrique du pays en 2019.

« On a eu un hiver bon au niveau de l'enneigement, mais un printemps et un été très secs, on espère qu'il va pleuvoir », appuie Philippe Reffay, en contemplant le niveau historiquement bas de l'étang du Soulcem, surplombé par le pic du Montcalm (3.077 m), point culminant de l'Ariège.

« La place de l'hydro-électricité dans la consommation dépend des précipitations », précise M. Reffay, alors que le niveau des réserves ariégeoises d'EDF est 20 % en dessous de la moyenne des années précédentes.

« De janvier à juin on n'a eu que 150 mm de précipitations là où on en attendait 300, avec en plus une fonte des neiges très rapide », pointe Cécile Llovel.

Pour l'hydrologue, ces conditions météorologiques sont « ce vers quoi on tend de plus en plus régulièrement avec le réchauffement climatique, qui impacte d'autant plus la filière hydro-électrique ».

Pour Jean-Michel Fabre, il faudra s’habituer et s’adapter à ces sécheresses toujours plus longues et intenses : « L’année qu’on vit, c’est ce qu’on nous prédisait pour 2030, 2040, voire 2050 ! Il faut accélérer sur tous les moyens en oeuvre pour stocker de l’eau et surtout faire évoluer notre système ».